

L'ENTREPRISE EST UNE DIMENSION À PART ENTIÈRE DE LA SOCIÉTÉ

ENTRETIEN AVEC

Pierre-Yves Gomez

Docteur en gestion, enseignant à l'École de management de Lyon

Entretien réalisé par

par Béatrice Sarazin et Thierry Rousseau, Chargés de mission, Anact

Économiste, docteur en gestion, spécialiste de la gouvernance des entreprises, Pierre-Yves Gomez a fait toute sa carrière à l'École de Management de Lyon (EM Lyon Business School), où il mène des recherches sur l'entreprise, la place de celle-ci dans la société et l'évolution du travail. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles, dont *Le travail invisible* (2013) qui traite de l'occultation du travail dans les sociétés contemporaines. Pour lui, cette évolution est due à l'esprit de rente et à l'essor d'une consommation qui s'est érigée en activité autonome, détachée de la production et de la « cité » du travailleur. Dans cette économie financiarisée, entrée en crise ouverte depuis 2008, la réalité du travail s'obscurcit, autant dans la pensée économique et managériale que dans l'arène sociale et politique. Pourtant, le travail est toujours bien présent, il faut faire tenir tous les dispositifs techniques et organisationnels nécessaires à l'entretien et au fonctionnement d'une société complexe. Il faut aussi alimenter la consommation incessante des biens et des services. Si cette dernière dimension est représentée par une scène qui brille de mille feux, objet de l'attention des médias, en coulisse s'agitent de nombreux travailleurs qui s'affairent à produire tout le nécessaire et même le superflu qui entre dans l'échange. De plus, le travail ne se limite pas à la sphère du salariat. Il englobe de nombreuses activités qui, sans comporter une valeur économique, n'en sont pas moins essentielles (les activités domestiques, le soin, les activités associatives et civiques, etc.). Comment réhabiliter le travail et engager celui-ci dans une meilleure reconnaissance non pas seulement de sa valeur mais plus profondément de son utilité et du sens qu'il revêt pour chacun ? C'est l'objet du dernier essai de Pierre-Yves Gomez, *Intelligence du travail* (2016). Il nous donne à voir que cette question est avant tout politique au sens fort du terme. Elle dépend non pas d'une évolution naturelle, représentée, par exemple, par le progrès technologique mais de la capacité que nous aurons collectivement de choisir entre des alternatives contrastées, certaines favorisant la « cité de la consommation », d'autres plus bénéfiques à la vie et au bien commun.

— COMMENT L'ÉCONOMISTE QUE VOUS ÊTES VIENT-IL À S'INTÉRESSER AU TRAVAIL ET À SON « INVISIBLESATION » ?

J'ai suivi ma formation en économie, à la fin des années 1970, quand la croyance en l'insertion par l'activité était forte. Dans l'élan des années mitterrandiennes j'ai créé ma première entreprise en 1986 : l'objectif était d'aider les publics éloignés des réseaux à développer leur propre activité. Appartenir ou non à des réseaux ou en être éloignés, quel qu'en soit le type, influence fortement la capacité d'insertion par le travail. Chemin faisant, j'ai toujours cherché à comprendre comment fonctionnaient les entreprises. Cet intérêt m'a porté vers la compréhension des formes de gouvernements des entreprises. En particulier, pourquoi et comment dans le capitalisme néo-libéral, le pouvoir des actionnaires influence l'organisation du travail. Ce n'est pas une question nouvelle mais dans le contexte de la financiarisation, elle est devenue décisive. Après un séjour à la London Business School où cette question était particulièrement à l'ordre du jour, j'ai créé en 2003 l'Institut de gouvernement de l'entreprise, pour équiper les acteurs sociaux à s'emparer des dimensions politiques de l'entreprise et en particulier du gouvernement des entreprises. Il s'agit d'éclairer ceux qui veulent agir en permettant une meilleure connaissance du système et des leviers de changement à partir de leurs expériences et de leurs pratiques. La recherche a pour vocation, selon moi, d'éclairer ceux qui agissent. On ne peut laisser dans l'ombre des pans de la réalité. Donner à voir permet de libérer : il convient donc de donner à comprendre ce que l'on voit, et, comme le dit Péguy, de voir vraiment ce que l'on voit. C'est le moteur de l'action juste.

— RENDRE VISIBLE CE QUI NE L'EST PAS TOUJOURS : EST-CE COMME CELA QU'IL EST POSSIBLE D'INTERPRÉTER LA NOTION D'INTELLIGENCE DU TRAVAIL ?

C'est de cet ordre-là en effet. L'intelligence du travail consiste à donner à voir le travail en tant qu'expérience sensible, partagée, commune aux humains sous des formes et des modalités différentes. Mais c'est une expérience commune. J'insiste sur l'expérience, sur le travail réel c'est-à-dire tel qu'il se réalise. On peut toujours en effet penser à partir d'abstractions et de concepts, qui sont bien sûr indispensables, mais à condition de les éclairer par l'expérience concrète de la vie. Se sentir vivre ou souffrir, éprouver les limites de l'action humaine, entrer en relation avec autrui parce qu'on travaille, voilà des expériences qui vont au-delà des concepts. Elles ne se partagent pas aisément. Pourtant, il nous faut aller jusque-là, jusqu'au concret du monde. Sans quoi, on s'imagine que tout n'est que constructions sociales, discours, rhétorique. En fait de discours, c'est celui de l'abstraction hyper-constructiviste qui a une puissance idéologique décisive dans la société hyper-individualiste libérale. C'est un moyen de détourner l'attention de la matérialité du monde qui est aussi sa réalité objective.

— QU'EST-CE QUE CETTE RÉALITÉ OBJECTIVE ?

C'est ce qui m'empêche d'agir. Par exemple, ce mur existe de façon objective parce qu'il m'empêche de le traverser. Si je pense que je peux traverser les murs ou changer les systèmes en considérant que ce sont des constructions de l'esprit, je suis dans l'illusion, dans la magie ou dans la folie. Le fait objectif de ne pouvoir traverser le mur me conduit à devoir accepter la matérialité du monde qui échappe à toute construction parce qu'elle est là. Et c'est pour cela que la connaissance par le partage des expériences est essentielle : je me heurte au mur, je le contourne ou je le perce d'une porte. Et, cette expérience de chacun face au mur du monde matériel constitue un patrimoine commun

et permet de communiquer en profondeur à partir de ce qui m'empêche d'agir, qui résiste, que je maîtrise ou non.

— LE TRAVAIL EST DONC UNE RÉALITÉ DE CE TYPE QUI N'EST PARTAGEABLE QUE DANS L'EXPÉRIENCE ?

Oui, le travail, de la même façon, existe objectivement. Cela peut paraître étrange d'avoir à le rappeler, mais dans le monde des chiffres, des *reportings* et de la bureaucratie gardienne des normes, il faut le redire : le travail réel ne se comprend que dans l'expérience du travailleur. Mais si l'on reste cantonné dans les approches « déconstructionnistes », si tout doit être considéré comme une construction sociale plus ou moins arbitraire, le risque est grand de nier l'objectivité du fait social et d'aboutir à des impasses épistémologiques mais aussi pratiques. Tout progrès, toute lutte, toute innovation risque d'être impossible et revient à empêcher de contester la toute-puissance du marché et des idéologies néo-libérales. C'est dans la maîtrise collective du sens du travail, à partir du travail réel, tel qu'il est vécu que pourront prendre forme à la fois une gestion efficace et une émancipation véritable.

— PAR QUELLE FILIATION THÉORIQUE CETTE NOTION D'INTELLIGENCE DU TRAVAIL VOUS EST-ELLE PARVENUE ?

J'ai un grand intérêt pour les travaux et la réflexion de Simone Weil, une très grande philosophe platonicienne, socialiste libertaire qui avait beaucoup d'avance sur son temps et était très sensible à l'expérience vécue par les personnes dans les situations pratiques. Elle a écrit dans les années 1930 un petit livre critique de Marx, réflexion sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale, qui introduit à penser une société qui se transforme à partir de l'être humain. Elle y explique ce qu'il se produit lorsque l'on rend invisible l'expérience vécue au travail. En 1934, elle se fait engager chez Renault et Alstom. Elle ne va pas observer le travail comme une entomologiste regarde des insectes mais vivre dans son corps, dans ses tripes l'expérience éprouvante et dégradante du travail à la chaîne. En cela, sa méthode est révolutionnaire et inégalée. Elle constate comment cette expérience la rend incapable de penser, elle qui est une grande intellectuelle. Il existe un échange très intéressant de lettres avec le directeur de l'usine, un honnête homme, coincé dans les nécessités de la production, mais qui acceptait la discussion et la réflexion avec elle. Pour ma part, c'est d'elle que me vient l'idée que sans intelligence de son travail, il n'y a pas de liberté possible. L'intelligence des choses libère. Celle du travail par-dessus tout : « À quoi ça sert ? » « À qui je sers ? » Le travail à la chaîne, dans les conditions décrites par Simone Weil, rend impossible cette libération. Aujourd'hui, avec les flux des e-mails et l'intensification des rythmes, nous connaissons d'autres formes de cette impuissance.

— LES ENJEUX DU TRAVAIL AUJOURD'HUI SONT DONC LES MÊMES QUE CEUX D'HIER ?

Penser le travail aujourd'hui, c'est reconnaître que le travailleur est encore invisible et qu'il ne retrouvera du sens qu'en rendant son expérience visible, à partir du travail réel qui l'engage en tant que personne. Nous nous gouvernons nous-mêmes par notre façon de travailler. Et bien sûr, nous nous gouvernons mutuellement par notre façon de voir ou de ne pas voir le travail des autres, de lui donner ou non place sur la place publique.

— COMMENT TRANSFORMER CETTE SITUATION DE DÉPOSSESSION QUI A ÉTÉ MISE EN LUMIÈRE PAR DE NOMBREUX PENSEURS CRITIQUES (GORZ, ILLICH, ELLUL, ETC.) ET QUI NE PERMET PAS UNE VÉRITABLE MANIFESTATION DE L'INTELLIGENCE DU TRAVAIL ? QUEL EST LE RÔLE DE L'EXPÉRIENCE VÉCUE DANS UN PROCESSUS D'ÉMANCIPATION DU TRAVAIL ?

Je l'ai dit, le travail est une manifestation fondatrice de l'expérience vécue. Il conditionne notre rapport au système culturel social et naturel dans lequel nous sommes intégrés. Un travailleur qui n'est pas « intelligent » de son travail, c'est-à-dire qui n'a pas l'intelligence de ce qu'il fait (à quoi ça sert, à quoi je sers ?) est soumis au système qui le fait travailler. C'est vrai de l'ouvrier comme du cadre, du manager comme de l'apprenti. C'est pourquoi il ne faut pas se poser seulement la question des conditions de travail mais aussi celles de la condition « du » travail : quelle intelligence a-t-on de ce que l'on fait ?

« Je distingue les conditions de travail et la condition du travailleur. Les conditions de travail étant les modalités matérielles selon lesquelles le travail est réalisé (temps, cadence, hygiène, sécurité) dépendantes de l'organisation du travail. Les conditions du travail, c'est, plus radicalement, la manière dont une communauté permet ou non aux travailleurs d'avoir l'intelligence de leurs actes, et ainsi d'être reconnus ou niés comme êtres humains capables de donner sens à leur travail ». (*Intelligence du travail*, p. 21).

L'intelligence libère, mais c'est surtout qu'il faut avoir la possibilité de s'extraire des conditions « objectives » et matérielles pour rendre possible ce que Simone Weil appelle « la contemplation de son travail », ce qui ne signifie pas de recourir à grandes envolées métaphysiques mais tout simplement d'avoir la capacité de dire ce que l'on fait. Un artisan peut contempler son travail. Le chef de projet d'une multinationale le peut-il encore ? Il faut pouvoir s'extraire de la domination des conditions objectives dans lesquelles nous sommes insérés, pour se reconnaître comme sujet qui travaille et prendre conscience de cette expérience : « qu'est-ce que je fais ? Qu'est-ce que je suis quand je fais ça ? Quel sens donner à cette activité ?, etc. ». Le travail est une contrainte, un effort, mais il nous permet aussi de vaincre celle-ci et de transformer l'effort en résultat. Ce travail sur le travail, c'est ça l'intelligence du travail. De manière générale, l'environnement mais aussi les systèmes sociaux sont écrasants. S'il n'y a pas un recul sur soi-même dans l'acte de travail, il n'y a pas de libération possible. L'individu doit pouvoir le faire. Mais est-ce que les conditions matérielles le lui permettent ? C'est là que le politique intervient. Sans l'intervention de cette dimension, nous sommes dans l'illusion : la libération ne peut pas se faire toute seule, automatiquement par le progrès technique ou les forces du marché laissées à elles-mêmes, comme certains l'imaginent. La clé est la personne mais celle-ci s'inscrit dans un espace politique : il y a donc un travail politique à poursuivre inlassablement pour libérer le travail, l'expérience de celui qui travaille, de la gangue des déterminismes, des certitudes approximatives, des exigences irréflechies.

— MAIS LA TECHNOLOGIE N'EST-ELLE PAS UN DE CES DÉTERMINISMES TELLEMENT PUISSANTS QU'ILS RISQUENT D'ABSORBER LITTÉRALEMENT LES PERSONNES ? ON LE VOIT AUJOURD'HUI AVEC LE NUMÉRIQUE...

Oui, la technique est un artéfact à la fois libérateur et dangereux. Libérateur parce qu'elle allège l'effort, le décuple, le rend plus puissant, qu'il soit physique, grâce aux machines mécaniques ou intellectuel grâce aux ordinateurs. Mais la technique est dangereuse parce qu'elle impose sa propre

logique, son propre déploiement, ses normes, jusqu'à l'obsolescence de l'homme comme l'a admirablement montré Gunther Anders (1953). C'est pourquoi, il faut là encore un combat inlassable pour libérer l'homme de la gangue de la technique. C'est possible quand les technologies soutiennent l'autonomie des personnes (les circuits courts, les usages maîtrisés par des collectifs, etc.). Lorsque la technologie est « appropriable », susceptible d'être contrôlée localement par les utilisateurs directs, cette appropriation offre une capacité de libération inouïe. Si elle n'est pas appropriable par celui qui l'utilise, elle est source d'aliénation. Cela commence avec le téléphone mobile, dont il est possible de s'approprier l'usage ou qui devient le moyen des pires aliénations, aux flux d'emails, d'informations et de consommations irréflechies, etc. C'est le cas aussi avec le retour du travail à la tâche, le *crowd-working* mais aussi avec des travailleurs « hyperconnectés », qui ne savent plus « décrocher » et accomplissent isolément une multitude d'opérations qui finissent par être sans intelligence. Au contraire, lorsque l'on devient acteur du dialogue sur le travail, sur son utilité, dans des réseaux de collaboration, il devient possible de se réapproprier le sens de son travail. La dimension politique, au sens large que je donne à ce mot ici, c'est de favoriser ou non cette capacité à prendre le dessus sur les contraintes et le caractère asservissant des systèmes sociotechniques... que nous construisons nous-mêmes en y participant.

— VOUS OPPOSEZ, DANS VOTRE OUVRAGE, LA « CITÉ » DU TRAVAILLEUR À LA « CITÉ » DU CONSOMMATEUR. COMMENT CETTE DYNAMIQUE ENTRE CES DEUX CITÉS EXERCE-T-ELLE SES EFFETS ?

Le capitalisme a rationalisé le travail, ce qui a permis une croissance formidable de la production, mais à mesure que celui-ci passait sous son contrôle, l'emprise de ce que j'appelle la cité de la consommation s'est accrue. Il fallait produire des biens et des services en masse pour les offrir aux appétits insatiables des consommateurs. Le travail est devenu secondaire avec l'illusion que le travail productif n'était pas important et qu'il était uniquement au service de la consommation. Cette inversion me paraît décisive dans les sociétés postmodernes : le travail s'efface derrière la consommation. Regardez le parc Disneyland : derrière les masques, les personnes qui travaillent pour ce lieu très emblématique de la société de consommation sont invisibles. Si elles étaient visibles, l'illusion serait détruite. Pourquoi accepte-t-on cela ? Est-ce que la définition d'une vie accomplie, ce serait d'attendre quelques semaines de vacances paradisiaques après une année de travail insipide ou pénible ? La cité du consommateur a aliéné la cité du travailleur, en rendant l'humain dépendant de ses propres désirs, ses envies, ses pulsions mais aussi les modes, les exigences de la société globale. Elle offre ainsi une compensation à un système productif de masse dans lequel l'action des salariés est bridée et contrôlée par des appareils gestionnaires rigides. Cette compensation comporte des aspects positifs : un « niveau de vie » plus élevé. Mais est-ce bien le terme ? « Niveau de vie » ? Parle-t-on encore de la vie, quand le travailleur invisible ne rêve que de vacances et de supermarchés. Une telle compensation ne peut pas constituer une vie épanouie, parce qu'elle efface, je le répète, cette expérience première du travail, de l'œuvre réalisée, de l'utilité avérée, reconnue, qui efface jusqu'aux efforts les plus pénibles parce qu'on *sert à quelque chose*. Il faut choisir entre la « cité du consommateur », insatiatement insatisfait, courant après un désir inépuisable, et déprimé lorsque ce désir s'éteint, et la « cité du travailleur » qui fait de l'intelligence du travail la clé du vivre ensemble.

« La cité du travailleur a pour projet de fabriquer ce qui est utile à la vie collective. On y a le respect de soi car chacun amène sa contribution, à la hauteur de ses compétences et selon ses limites. Le travail permet ici la production de biens et services dont jouit la cité du consommateur. Cette cité-là définit la place du citoyen selon la quantité de biens dont il peut bénéficier et le plaisir qu'il trouve à en jouir. (...) La cité du consommateur n'est que l'envers de celle du travailleur. Ce sont deux projets diamétralement différents : pour l'un, la liberté consiste à participer à la définition du travail utile auquel on contribue, pour l'autre, de pouvoir consommer à sa guise ». (*Intelligence du travail*, p. 67-68).

— COMMENT INVERSER CETTE TENDANCE DANS UN CONTEXTE OÙ LE POIDS DE LA CITÉ DE LA CONSOMMATION SEMBLE DÉMESURÉ ? DANS VOTRE ESPRIT, IL NE S'AGIT SANS DOUTE PAS D'INTERDIRE LA CONSOMMATION...

Bien sûr que non. La consommation est une chose. La cité de la consommation, c'est l'organisation de la société autour de la consommation et comme principe directeur de notre vie commune. Nous sommes formatés par la dialectique hégélienne, thèse, antithèse et synthèse. Dans cette perspective, la cité du travail s'oppose à la cité de la consommation donc il faudrait trouver un troisième terme médian qui soit un peu des deux. Je pense qu'il faut réfléchir autrement. En fait, le choix n'est pas entre consommation et production ; il ne faut donc pas raisonner de façon exclusive. Mais ce n'est pas la même chose de poser la cité du travail pour définir la consommation qui lui correspond, ou de partir de la cité de la consommation pour déterminer le niveau et l'intensité du travail. Donner la prééminence au travail plutôt qu'à la consommation n'est pas indifférent quant au type de société qui peut émerger. Dans le cas où le travail est premier, visible, intelligent, reconnu, la consommation s'ajuste à la qualité et à la quantité de travail nécessaire : celle-ci est secondaire dans la cité du travailleur. Dans le cas contraire, si l'on considère que le consommateur est premier dans l'ordre des priorités, le travailleur (c'est-à-dire lui-même) lui sera soumis.

— POUVEZ-VOUS PRÉCISER CETTE IDÉE ?

C'est comme pour l'entreprise. Celle-ci est une combinaison entre un ou des projets et des profits. Ce n'est pas la même chose de commencer par le profit pour déterminer le projet ou de commencer par le projet pour déterminer le profit. Les deux sont nécessaires. Mais dans un cas, les actionnaires risquent de faire peser une contrainte trop forte pour le développement de l'entreprise alors que dans l'autre, les considérations de rentabilités pourraient être minorées au risque de la survie à long terme de l'entreprise. Ce même couplage existe pour le travail et la consommation. Partir du travail pour aller vers la consommation ou partir de la consommation pour aller vers le travail sont deux options foncièrement différentes. L'objectif politique ne consiste pas tant à substituer l'un à l'autre que de permettre à la dynamique du travail d'être mieux assurée. C'est comme ça que l'on pourra sortir d'un système sociotechnique dont la maîtrise semble de moins en moins certaine. C'est comme cela aussi que l'on pourra se réapproprier la technique : à quoi et à qui elle sert ? Si ce qui importe, c'est la consommation de services, d'applications dans un toujours plus, irréfléchi et insatiable, les technologies numériques se fonderont sur un travail hyperstandardisé et industrialisé dans lequel presque personne ne contrôle le sens de l'action. Mais ces technologies peuvent aussi libérer de larges espaces à l'économie de proximité, au travail collaboratif, local avec des machines réappropriées à

des échelles humaines, comme les imprimantes 3D. Elles peuvent ainsi conforter une organisation plus communautaire du travail, davantage choisie et qui revêt du sens pour le plus grand nombre, plutôt qu'accroître un dessaisissement généralisé dans des proportions globales jamais atteintes auparavant.

— LA CITÉ DU CONSOMMATEUR N'EST-ELLE PAS JUSTEMENT EN TRAIN DE CONNAÎTRE UNE PHASE D'ÉPUISEMENT DANS NOTRE CONTEXTE OÙ L'INCERTAIN LE DISPUTE À L'INQUIÉTUDE ?

La société de consommation s'essouffle indéniablement. On le voit chez les managers intermédiaires, soumis à des exigences constantes de *reporting*, jusqu'à ne plus avoir l'intelligence ni du travail de leurs collaborateurs, ni du leur. Parce qu'il faut produire, livrer, délivrer, innover, toujours davantage... Course épuisante, où les corps s'essouffent. Pour eux, l'hyper consommation ne suffit plus à compenser l'épuisement du sens du travail. Ils souffrent de la désincarnation des activités dans les organisations d'autant qu'ils sont chargés d'en gérer les conséquences sociales et organisationnelles. L'épuisement qu'ils dénoncent est un signe des temps. Remarquez que les plus jeunes sont les plus en pointe pour se convertir à l'écologie et à une véritable préoccupation environnementale.

— IL S'AGIRAIT DONC DE TROUVER UN AUTRE CHEMIN QUE LA CONSOMMATION, MAIS SANS S'AJOUTER DE NOUVELLES CONTRAINTES ? EST-CE POSSIBLE ?

Le travail commence dans son jardin, sa maison, auprès de sa famille, dans son quartier... mais il est rendu invisible par l'économie parce que celle-ci ne se représente que la partie rémunérée du travail. Or, une voie de sortie est à mon sens de reconnaître la valeur du travail non rémunéré. Si on ne regarde pas cela, il ne sera pas possible de tirer parti des potentialités économiques et émancipatrices d'internet, par exemple. Le travail collaboratif ou associatif est une richesse créatrice de valeur économique considérable. C'est ce que les économistes commencent à dire. La croissance économique, celle du PIB, ne rend qu'imparfaitement compte de l'énorme création de richesse dans la partie immergée du système économique : le domestique, le social, l'associatif, le collaboratif, décuplé par les possibilités qu'offrent les réseaux numériques. Ayons l'intelligence de voir tout cela, de rendre le travail réel visible, de redonner du sens à la totalité des activités humaines dont le travail dans les organisations est une des formes. Réapproprions-nous les machines, les outils numériques en recréant des systèmes d'interactions locales. Nous vivons une époque de transformation bien plus considérable qu'on ne le dit, pas seulement technologique mais aussi culturelle et sociale. Nous ne pouvons nous résoudre à n'avoir pour perspective qu'une expérience déshumanisante du travail, dégradée, négligée et que la société occidentale se donne pour horizon : le *burn-out* et la noyade dépressive dans la consommation sans fin et sans intelligence, comme Michel Houellebecq l'a si magnifiquement énoncé. Il faut donc revenir au travail réel, à cette expérience de vie, pour le rendre visible, favoriser son intelligence pour permettre une véritable émancipation du travailleur. Tel est le sens du « progrès » face aux risques multiples auxquels nous faisons face.

Bibliographie

Anders, G. (1953), *L'Obsolescence de l'homme, t. 2 : Sur la destruction de la vie à l'époque de la troisième révolution industrielle*, Folio, Paris, 2011.

Gomez, P.-Y. (2013), *Le travail invisible. Enquête sur une disparition*, François Bourin Éditeur.

Gomez, P.-Y. (2016), *Intelligence du travail*, Desclée De Brouwer.

Gomez, P.-Y. (2016), *Penser le travail avec Karl Marx*, Nouvelle Cité.

Houellebecq, M. (1998) *Les Particules élémentaires*, Flammarion.

Weil, S. (1934), *Réflexions sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale, revue La révolution prolétarienne, Œuvres complètes*, t. II, 1955. Premier livre (ou grand article).

Weil, S. (1951), *La condition ouvrière*, Paris, Les Éditions Gallimard.